Espionnage : Le renseignement militaire s'inquiète des mariages entre militaires bretons et jeunes Chinoises

22/10/2019 à 13h43



Brest… Son université, ses multiples écoles d'ingénieur, sa base navale et juste en face sur l'île Longue : ses sous-marins nucléaires, l'épine dorsale de la très coûteuse force de dissuasion française. Un territoire que la Chine semble avoir parfaitement identifié et où l'Empire du milieu travaille patiemment à tisser sa toile.

Dans son livre *France-Chine, les liaisons dangereuses* (19 euros), le journaliste Antoine Izambar révèle qu'un rapport confidentiel du Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN) s'inquiète du nombre anormalement élevé de mariages entre des militaires bretons et des étudiantes chinoises. « *Le rapport s'inquiète des approches répétées de militaires par des étudiantes chinoises de l'Université de Bretagne occidentale, à Brest* », explique le journaliste dans une interview à Paris-Normandie. Et de compléter auprès du Télégramme : « *Le même rapport cite Brest et des étudiantes de l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) et de l'École nationale supérieure de techniques*

avancées (ENSTA). Les étudiants chinois constituent en nombre le deuxième effectif de nationalité étrangère au sein de l'UBO. Dans ce petit jeu de séduction, les militaires ne sont pas les seuls visés. Il y a aussi des ingénieurs. C'est toute la communauté de la défense qui semble fortement sollicitée. » Ces Chinoises sont-elles des espionnes ? « *La note ne le dit pas. Le fait qu'elle le pointe est révélateur* », explique Antoine Izambard à l'émission Secrets d'Info sur France Inter. Mais cet « entrisme » chinois ne s'arrête pas là.

Sur 30 doctorants, 10 Chinois

Le tissu, très riche, de la recherche et des start-up bretonnes sont également visés. Auprès *du Télégramme*, Antoine Izambard cite le cas d'un laboratoire de recherche d'une grande école d'ingénieurs bretonne où sur 30 doctorants, dix sont Chinois et issus de l'Institut de technologie de Harbin. Ce dernier est administré par une agence gouvernementale qui travaille directement pour l'Armée chinoise.

« Une certaine naïveté »

« *Il y a une certaine naïveté, notamment de la part des politiques*, remarque le journaliste. *On fait un pont d'or aux Chinois, en faisant miroiter leurs investissements. Mais quand on regarde, au final, la Chine n'investit pas tant que ça. Dans un certain nombre de cas, cela vire même au fiasco*. » Exemple ? En septembre l'entreprise Desseilles, l'un des derniers fleurons de la dentelle calaisienne disparaissait après avoir été racheté par l'entreprise chinoise Yong Sheng. Dans un papier très fouillé de Mediapart, publié en juin 2019, il était notamment évoqué l'envoi « *d'une centaine de dessins* » d'une grande valeur vers des usines chinoises. En septembre, la région Hauts-de-France a signé un accord de coopération avec la province du Zhejiang.

www.lavoixdunord.fr

Qu’est-ce qui intéresse les services de renseignement chinois en Bretagne ?
La région est une place forte du dispositif militaire français. Il y a, face à Brest, le cœur de la dissuasion nucléaire française, l’Ile Longue et ses sous-marins nucléaires lanceurs d’engins (SNLE), il y a les écoles qui forment les officiers, Saint-Cyr-Coëtquidan pour l’armée de Terre, et Lanvéoc pour la Marine. C’est aussi en Bretagne que l’on trouve le pôle d’excellence cyber (Rennes, Lorient), la DGA Maîtrise de l’information (Bruz). Et la région compte plus de 400 entreprises qui travaillent pour l’industrie de la défense…

Comment nos services de renseignement se sont-ils aperçus de cet appétit pour la Bretagne ?
Un rapport confidentiel du Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), daté de juillet 2018, évoque, par exemple, le nombre accru de mariages entre militaires basés en Bretagne et des étudiantes chinoises. Le même rapport cite Brest et des étudiantes de l’Université de Bretagne Occidentale (UBO) et de l’École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA). Les étudiants chinois constituent en nombre le deuxième effectif de nationalité étrangère au sein de l’UBO. Dans ce petit jeu de séduction, les militaires ne sont pas les seuls visés. Il y a aussi des ingénieurs. C’est toute la communauté de la défense qui semble fortement « sollicitée »…

Le Télégramme